

dégarnit la province et concentre des troupes à Paris, où l'on craint une nouvelle journée lors du débat sur la mise en accusation du Président de la République, le 11 juin 1849. Ils en concluent qu'on a décidé de sacrifier les deux nouveaux Etats provisoires allemands comme l'on a sacrifié la République romaine. Y aurait-il un accord entre le gouvernement français et la Prusse monarchique ? Le gouvernement est-il même décidé à défendre l'Alsace ?

Après le rejet de la mise en accusation du président de la République, Ledru-Rollin se lance dans une „journée parisienne“, le 13 juin. Le peuple de Paris ne se soulève pas et des dizaines de députés de la Montagne sont arrêtés, ou en fuite. A Lyon par contre, l'on dressa des barricades, que l'armée reprit au canon.

En Alsace, l'excitation est à son comble : colère et panique mêlées. Les communications sont lentes entre Paris et la province. On ne sait pas ce qui s'est passé à Paris. Le 14 juin, une partie de la Garde nationale strasbourgeoise, commandée par Kuss, capitaine de la Garde nationale, demande au Général commandant la division militaire de partager la garde de la citadelle avec les gardes nationaux, de venir au secours de Karlsruhe. Toulgouët, rédacteur adjoint du *Démocrate du Rhin*, et lui aussi capitaine de la Garde nationale, est allé dire à Brentano, qui le répète devant la Constituante badoise, qu'à Paris, Ledru-Rollin a pris le pouvoir et qu'à Strasbourg, la Garde nationale a pris le contrôle de la place. On sait qu'il n'en fut rien. Mais dans la nuit une poignée de gardes nationaux de Bischwiller marchent sur Strasbourg, pour prêter main-forte à leurs compagnons.

A Colmar, on apprend tout cela le 14 juin au soir ; dans une réunion du Comité d'aide aux révolutions allemandes devenu, entre temps Comité de défense des frontières du Rhin. Le lendemain, convergent sur le Champ-de-Mars, les gardes nationales des communes les plus „rouges“ de l'arrondissement, notamment Riquewih, Ingersheim, Houssen. Mais c'est le député démocrate-socialiste Burgard, maire de Wihr-au-Val dans la vallée de Munster, qui dissout le rassemblement.

A Mulhouse, c'est le 14 juin aussi qu'a lieu le grand meeting, rassemblant plusieurs milliers d'ouvriers, sur les bords de la Doller. Mais il se disloque pacifiquement.

L'arrestation des républicains

Alors qu'en Bade, les troupes prussiennes s'avancent vers le sud, la répression s'abat aussi sur les républicains alsaciens. Le 20 juin, les chefs républicains bas-rhinois, Kuss, Toulgouët, Dannbach, Laboulaye, Jules Erckmann sont arrêtés. Le 5 juillet, c'était au tour des républicains colmariens Jaenger, Chrétien-Frédéric Meyer, Xavier Mossmann, Joseph Liblin, et leurs compagnons puis des républicains mulhousiens, l'instituteur Davin, le brasseur Danner, l'artiste-peintre Pélerin, et leurs compagnons. Ils seront déférés devant les Cour d'Assises de la Moselle et du Doubs, au cours du mois d'octobre, prévenus d'avoir dans le courant de 1849, et notamment au mois de juin de la dite année, formé un complot ayant pour but, soit de changer le Gouvernement de la République, soit d'exciter les citoyens à s'armer contre son autorité, soit d'exciter la guerre civile en portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres. Il sont tous acquittés par les jurys.